

LE RAPPORT DES FRANÇAIS À LEUR MUNICIPALITÉ A 18 MOIS DES ELECTIONS MUNICIPALES

Résultats publiés à l'occasion du Salon des Maires (19-21 novembre 2024)

Municipales 2026, les maires de droite en position de force ?

Levée d'embargo : mardi 19 novembre 2024 à 4h30

Les Français souhaitent-ils la réélection de leur maire ? Le risque de défaite aux prochaines élections municipales est-il plus élevé pour les maires de gauche ou de droite ? A quel camp les principaux enjeux sur lesquels se joueront la campagne de 2026 vont-ils profiter ? A l'occasion du **Salon des Maires** (19-21 novembre 2024), l'**Ifop** a réalisé pour **Politicae**, une plateforme de conseil et de formation à l'engagement dans la vie politique locale, une grande enquête sur le rapport des Français à leur maire et leurs perspectives de reconduction aux prochaines élections. Réalisée auprès d'un échantillon d'un échantillon national représentatif de **2000** personnes, cette étude montre que si les équipes municipales bénéficient globalement d'un regain de popularité associée à leur bonne gestion des deniers publics et des services publics de proximité, la campagne à venir s'annonce plus serrée qu'en 2020, notamment pour les maires de communes des grandes agglomérations (ex : ville-centre, banlieues populaires) et/ou achevant leur premier mandat. Dans un contexte où les attentes des électeurs semblent plutôt en phase avec celles des forces politiques défendant l'« ordre » à la fois dans les rues et dans les comptes, les maires sortant de gauche entament leur fin de mandat avec une assise moins confortable que les maires de droite.

Les chiffres clés de l'enquête

- 1- Seuls 52% des électeurs souhaitent que leur maire actuel soit réélu(e) en 2026, ce qui augure un scrutin plus serré qu'en 2020 où les conditions du scrutin – tenu en pleine crise du Covid-19 – avaient favorisé une reconduction massive des sortants (83% parmi ceux qui se représentaient).
- 2- Mais cette « prime aux sortants » n'est pas la même pour tout le monde : les maires ancrés à droite (LR, DVD) suscitent pour l'heure un souhait de réélection nettement supérieur (56%) à celui mesuré pour les maires de gauche (47%) ou du centre (47%).
- 3- Il est vrai par leur implantation et leur profil, les maires de droite ont une assise structurellement plus solide, avec par exemple des taux de réélection plus élevés dans les banlieues aisées (69%), les communes de moins de 10 000 habitants (55%) ou celles dirigées par un homme (55%).
- 4- Surreprésentés dans les villes où le mécontentement populaire est le plus fort (ville-centres, banlieue populaire, grandes villes...), les maires de gauche partent donc avec un risque de « dédagisme » d'autant plus élevé que les enjeux prioritaires des électeurs leur sont défavorables.
- 5- En cette fin de mandat, ce sont en effet plutôt des thématiques favorables aux partis de droite qui arrivent en tête des attentes des Français à l'égard de leur municipalité : l'ordre (64% pour la sécurité, 52% pour la lutte contre les incivilités), l'économie et les finances (54% pour les impôts locaux, 49% pour la gestion de la dette, 47% pour l'emploi), derrière les enjeux de santé (69%).

Fiche technique

Etude Ifop pour Politicae réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 31 octobre au 1er novembre auprès d'un échantillon national représentatif de 2002 personnes âgées de 18 ans et plus.

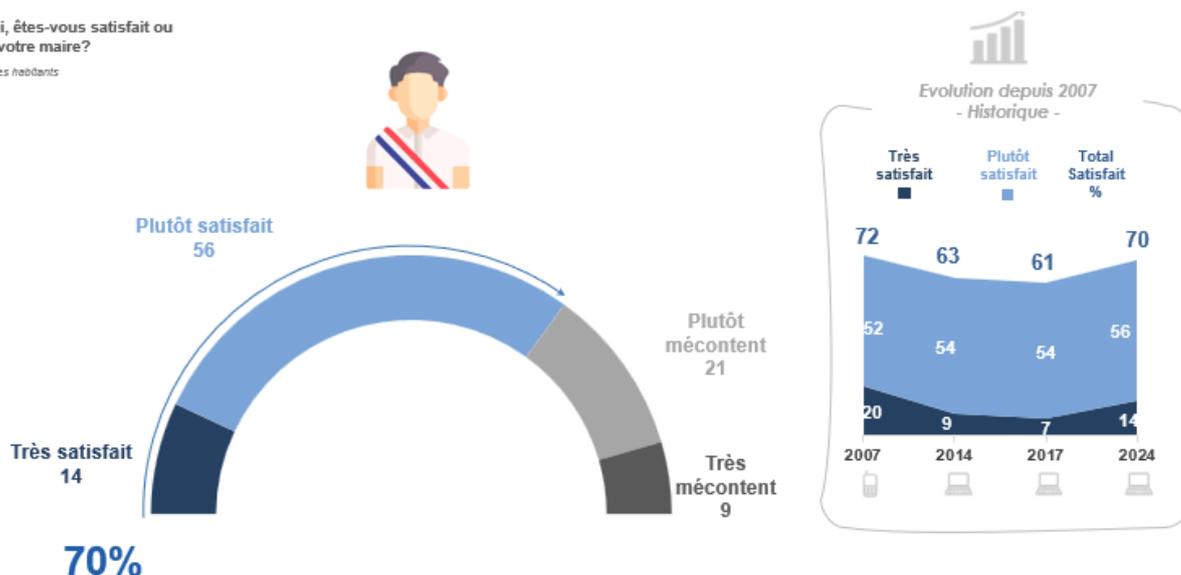
Les enseignements de l'enquête

A) MALGRE UN REGAIN DE POPULARITÉ, LA RÉÉLECTION DES MAIRES SORTANTS EN 2026 SEMBLE LOIN D'ÊTRE AISÉE, NOTAMMENT DANS LES GRANDES VILLES ET/OU DES MUNICIPALITÉS TENUES PAR LA GAUCHE

1 – La popularité des maires s'est renforcée ces dernières années avec un taux de satisfaction qui monte à 70%, soit nettement au-dessus de ce que l'Ifop avait mesuré il y a sept ans (61% en 2017) au milieu du précédent mandat (2014-2020). Dans un contexte national marqué par une forte instabilité parlementaire et une dégradation des finances publiques de l'Etat, le maire apparaît sans doute comme un acteur de confiance, stable et facilement identifiable, à la tête d'une institution qui assure les services publics du quotidien.

Q : Aujourd'hui, êtes-vous satisfait ou mécontent de votre maire?

Base : ensemble des habitants

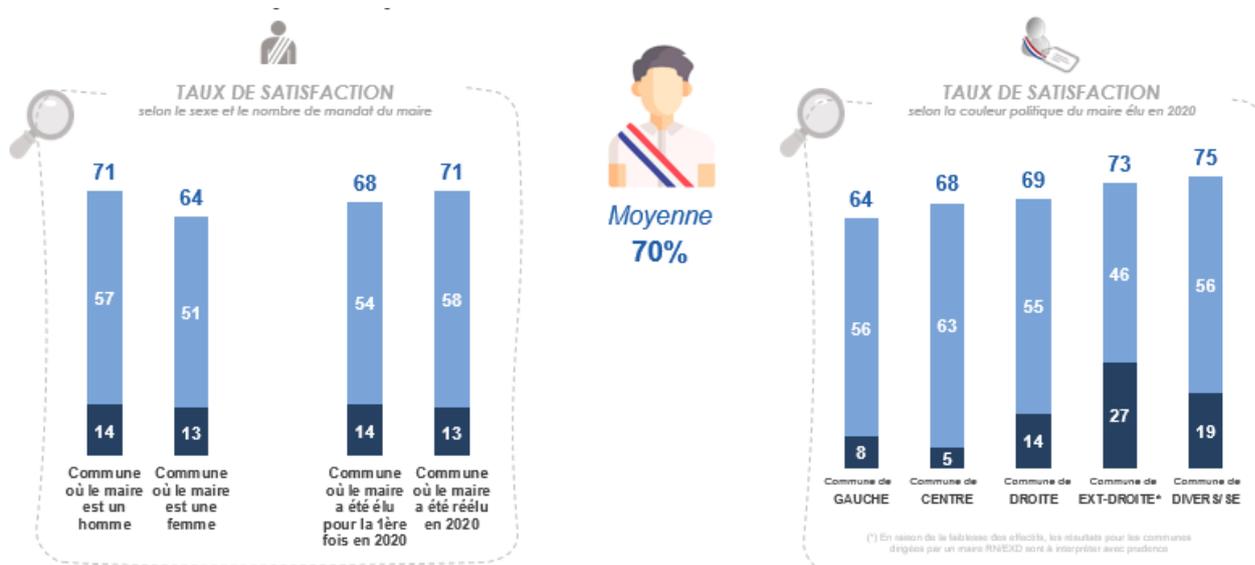


70%

des Français sont satisfaits du maire de leur commune, contre 61% en 2017

© IFOP 2024

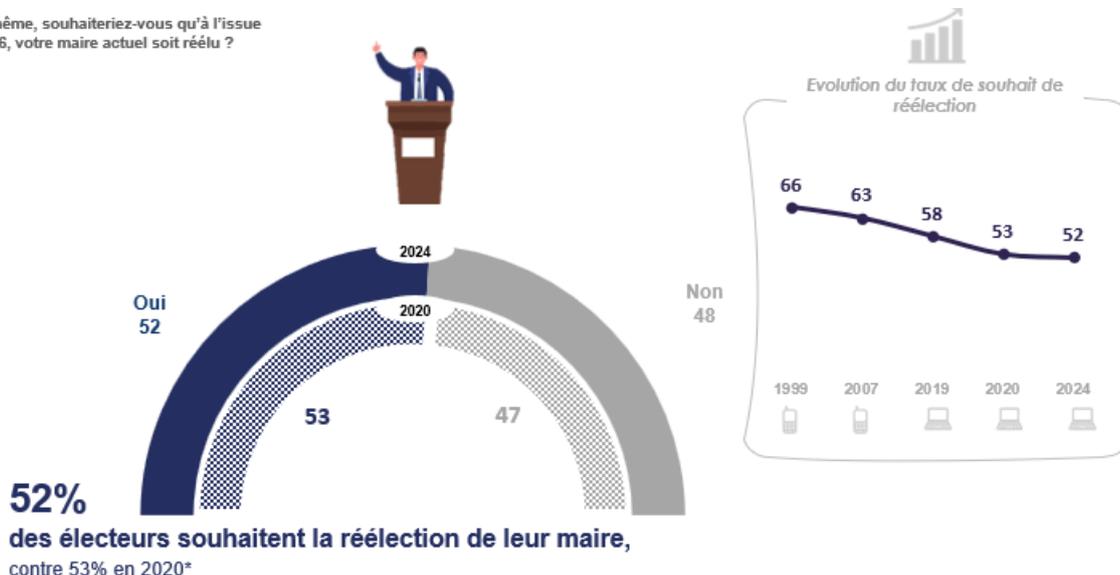
Cette « prime au sortant » n'est toutefois pas la même pour tout le monde : le taux de satisfaction des administrés est plus élevé à l'égard des maires de droite (69%) que de gauche (64%), mais aussi plus important pour les maires de sexe masculin (71%, contre 64% envers les maires femmes), dans la force de l'âge (72% chez les maires de plus de 50 ans, contre 61% de ceux de moins de 35 ans) ou qui n'en sont pas à leur premier mandat : 71%, contre 68% des maires élus pour la première fois en 2020. Et l'analyse de leur popularité confirme aussi une prime à la proximité, les maires des communes rurales (77%), des collectivités de moins de 10 000 habitants (74%) ou des banlieues aisées (87%) partant avec un soutien plus fort que ceux administrant des villes de plus de 100 000 habitants (61%) ou des banlieues populaires (62%).



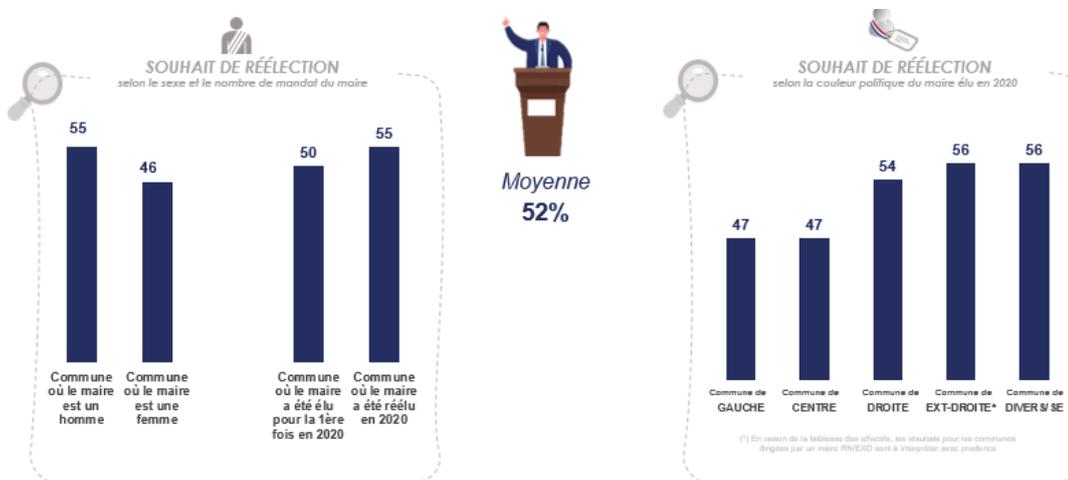
2 – Signe qu’une popularité liée à la fonction n’induit pas toujours une popularité aux élections, le niveau de souhait de réélection du maire est, lui, plus mesuré : seuls 52% des électeurs souhaitent que leur maire soit réélu(e) en 2026, soit un taux similaire à celui observé quelques mois avant le dernier scrutin en 2020 (53%). Mais ce taux varie sensiblement en fonction de la couleur politique de la commune : 56% des électeurs ayant un maire de droite souhaitent sa réélection, contre 47% des électeurs ayant un maire de gauche ou du centre.

Q : Au fond de vous-même, souhaiteriez-vous qu’à l’issue de son mandat en 2026, votre maire actuel soit réélu ?

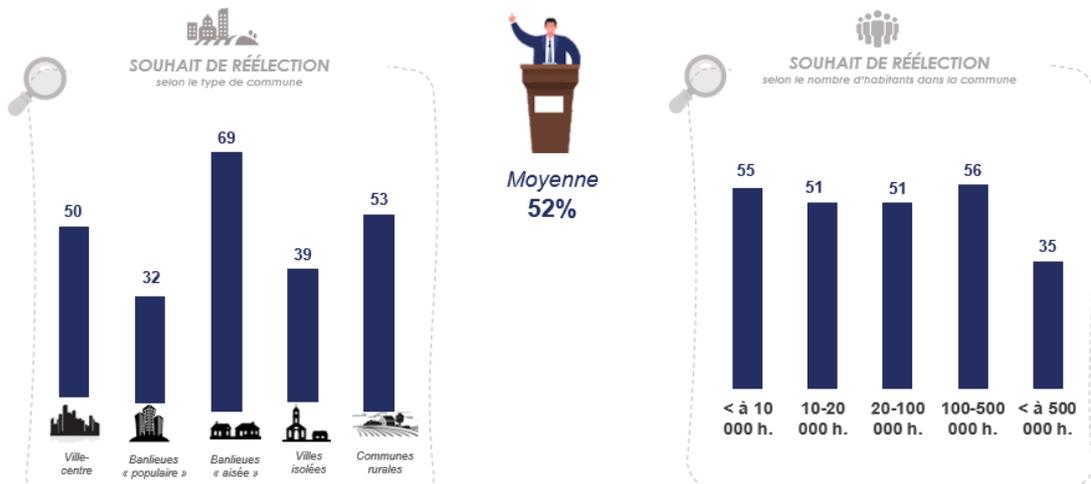
Base : inscrits sur les listes électorales de la ville



Souvent à la tête de ville taille moyenne, de banlieues aisées ou de communes rurales où l’attachement à la figure du maire reste prédominant, les élus issus de la droite républicaine (LR, DVD) partent donc avec un capital électoral plus large que leurs concurrents issus de la gauche (ex : PCF, EELV, PS, DVG) ou du centre (ex : Modem, Renaissance, Horizons, DVC). Il est vrai aussi que leur profil – souvent plus masculin, plus âgé et plus expérimenté que la moyenne – ne peut leur être que favorable auprès d’un électorat plus disposé à réélire les maires de sexe masculin (55%, contre 46% envers les maires femmes), dans la force de l’âge (53% chez les maires de plus de 35 ans, contre 39% de ceux de moins de 35 ans) ou qui n’en sont pas à leur premier mandat : 55%, contre 50% des maires élus pour la première fois en 2020.



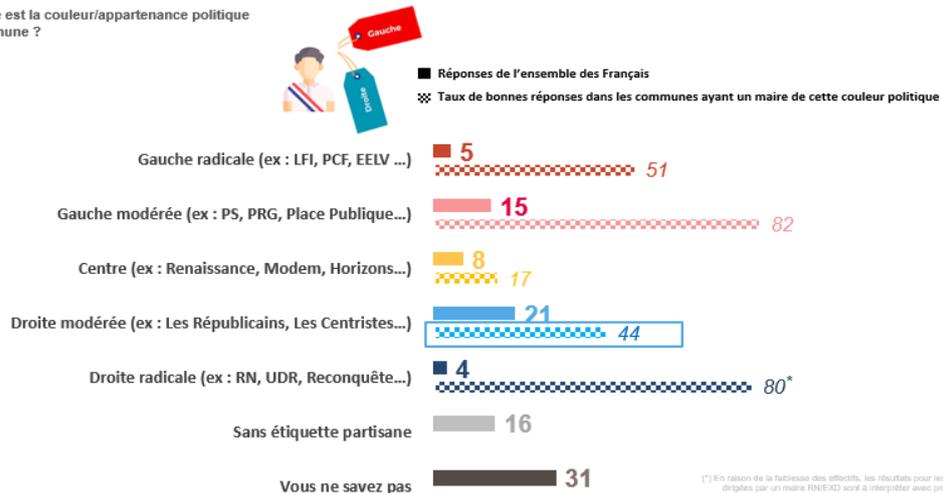
Cette « prime au sortant » pour les maires de droite est d’autant plus significative qu’ils sont surreprésentés dans les rangs des communes où le souhait de réélection du maire est le plus élevé que la moyenne, à savoir les communes rurales (53%) ou les banlieues aisées (69%). A l’inverse, les chances des maires de gauche apparaissent d’autant plus fragiles qu’ils ont plus souvent que la moyenne des maires dans des villes où l’assise du sortant est faible telles que les villes de plus de 500 000 habitants (35%) ou les communes de banlieue populaire (32%)



3 – Au regard des résultats de l'étude, l'identification des étiquettes partisans des maires sortants reste limitée dans un contexte général de démonétisation des étiquettes partisans où les électeurs poussent à la fois à une personnalisation du scrutin et une localisation des enjeux de campagne (cf étude Ifop/ADCF 2024) : à peine la moitié des habitants de villes communistes ou écologistes sont capables d'identifier correctement la couleur politique de leur maire (51%), tout comme les habitants des villes de droite modérée (44%), le taux de bonnes réponses étant encore plus faible dans les communes dirigées par un maire du centre (17%).

Q : D'après vous, quelle est la couleur/appartenance politique du maire de votre commune ?

Base : ensemble des habitants



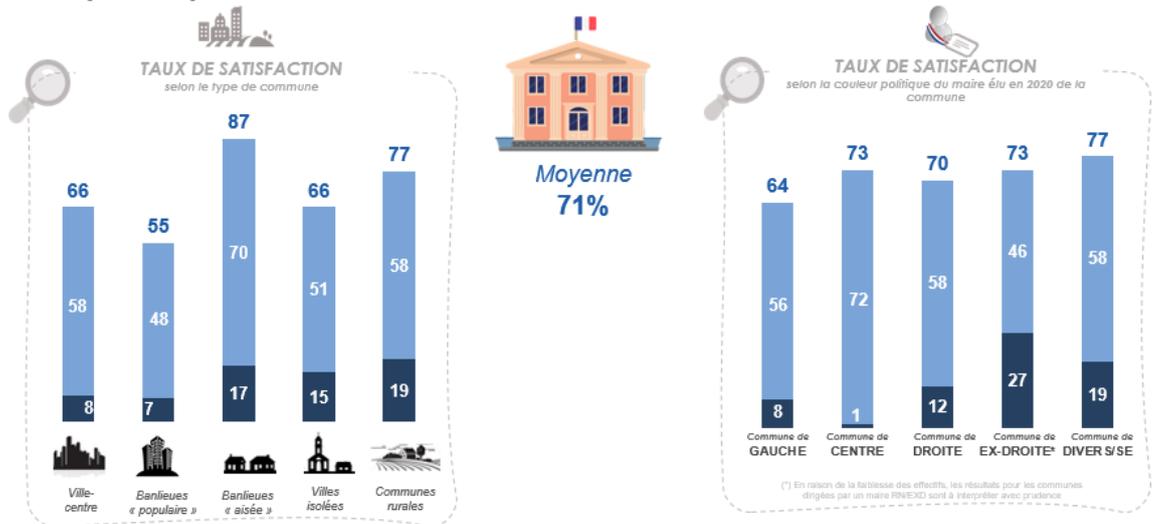
Note de lecture : 44% des habitants des communes dirigées par un maire de droite modérée identifient correctement la couleur politique de leur maire

© IFOP 2024

B) LES PERSPECTIVES DE RÉÉLECTION DES MAIRES PARAISSENT TRES CORRÉLÉES AU JUGEMENT GLOBAL PORTÉ SUR L'ENSEMBLE DE L'ACTION DE LEUR EQUIPE MUNICIPALE, JUGEMENT LUI AUSSI PLUS NEGATIF POUR LES EXECUTIFS DE GAUCHE

4 – La popularité des maires apparaît étroitement imbriquée à celle de l'institution qu'il dirige, le taux de satisfaction des Français à l'égard du travail accompli par leur municipalité depuis 2020 (71%, + 8 points depuis 2018) suivant à peu près la même tendance favorable que le taux de satisfaction du maire. Et là aussi, c'est dans les villes de banlieues populaires (55%) et celles de plus de 100 000 habitants (59%) que l'appréciation de l'ensemble du travail de la municipalité est la plus faible. Ainsi, on retrouve un écart assez net dans l'appréciation de l'action des villes de droite (70%) et dans celle de gauche (64%)

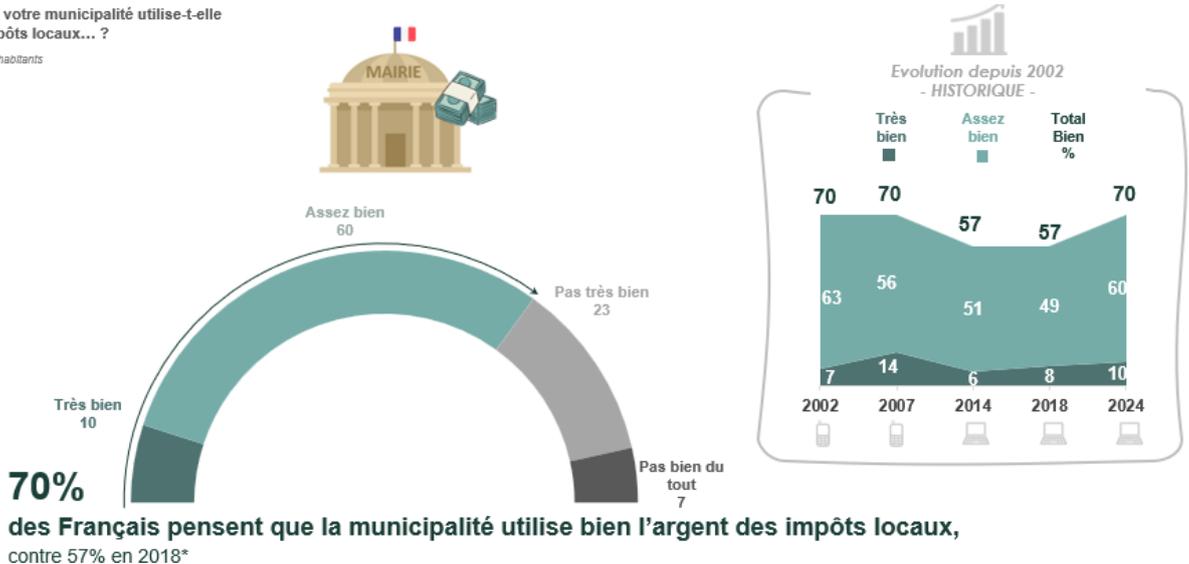
LE JUGEMENT DES FRANÇAIS SUR LE TRAVAIL ACCOMPLI PAR LEUR MUNICIPALITÉ en fonction du type et de la couleur politique de la commune



5 – Les équipes municipales bénéficient globalement d’un regain de popularité associée à leur bonne gestion des deniers publics. Il faut dire que dans la situation de crise budgétaire nationale, les municipalités apparaissent plus que jamais comme une institution apte à une bonne gestion des deniers publics : 70% des Français pensent que leur municipalité utilise bien l’argent des impôts locaux, contre 57% en 2018. Cependant, la perception de l’utilisation des impôts locaux par les municipalités de gauche est là aussi plus négative (65%), en particulier pour les villes dirigées par le PCF (55%) ou Les Ecologistes (52%).

Q : Selon vous, votre municipalité utilise-t-elle l’argent des impôts locaux... ?

Base : ensemble des habitants



C) LES ENJEUX SUR LESQUELS SE JOUERA LE PROCHAIN SCRUTIN SEMBLENT PLUTOT EN PHASE AVEC LES THEMES HABITUELS DES FORCES POLITIQUES DE DROITE

6 – Les principales préoccupations des Français à l’égard de leur municipalité semblent plutôt aller dans le sens des forces politiques défendant l’ « ordre » dans les rues et dans les comptes : les domaines liés à la sécurité (64% pour la sécurité, 52% pour la lutte contre les incivilités), l’économie et les finances (54% pour les impôts locaux, 49% pour la gestion de la dette, 47% pour l’emploi) s’imposent en tête des domaines sur lesquels ils souhaitent que leur municipalité agisse. Certes, l’offre de santé trône désormais le haut du classement (69%) mais elle est moins typée politiquement et reste très périphérique pour une commune.

LES ATTENTES DES FRANÇAIS A L'EGARD DE LEUR MUNICIPALITÉ (1/2) : évolution depuis 2017

Q : Chacun des thèmes suivants est-il pour vous un sujet sur lequel votre municipalité devrait agir de manière prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire ?

Base : ensemble des habitants



Proportion des habitants estimant qu'il est prioritaire d'agir en matière...

■ Taux d'attentes (« prioritaire ») en 2024

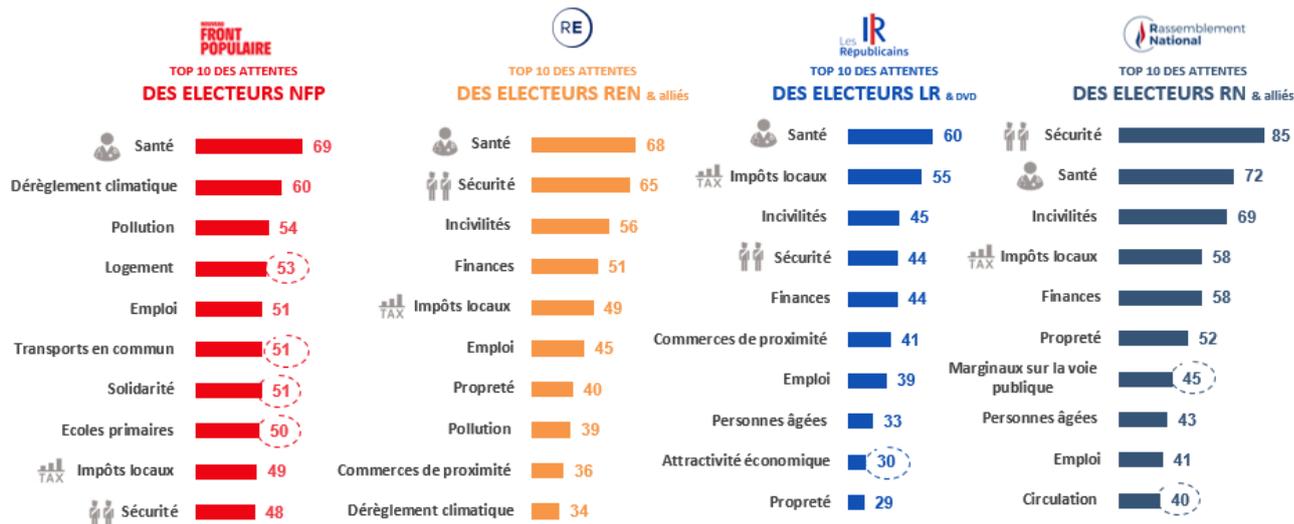
▨ Taux d'attentes (« prioritaire ») en 2017



© IFOP 2024 | 28

6 – L'analyse des principales préoccupations des Français en fonction de leur vote aux dernières élections législatives montre d'ailleurs que les thématiques transversales à tous les électors sont plutôt des thèmes de force de la droite et du centre : la sécurité et les impôts s'imposant dans le TOP10 des attentes des 4 électors (NFP, EPR, LR, RN), la lutte contre les incivilités, la gestion des finances, l'emploi et la propreté étant également des attentes communes aux électeurs de centre, de droite et d'extrême-droite.

LE TOP 10 DES ATTENTES DES FRANÇAIS A L'EGARD DE LEUR MUNICIPALITÉ en fonction de leur vote aux dernières élections législatives



Le point de vue de l'Ifop

Si le scrutin de 2020 avait été marqué par une grande stabilité des équilibres politiques sous fond d'abstention massive liée à la crise du covid-19, la prochaine bataille municipale sera sans doute plus serrée, notamment dans les grandes villes où les électeurs s'avèrent souvent plus sévères sur le bilan de mi-mandat de leurs maires mais aussi plus sensibles aux enjeux nationaux et aux logiques partisans. Dans les métropoles, les sortants partent donc avec des chances de réélection moins solides que dans la myriade de villes petites ou moyennes où les sortants pourront jouer à fond sur la personnalisation de la campagne, la désidéologisation des programmes et la localisation des enjeux. Surreprésentés dans les communes où le mécontentement et le

risque de « dégagisme » est le plus élevé (ville-centres, grandes agglomérations, banlieue populaire...), les maires de gauche partent donc pour l'heure avec une assise moins confortable que leurs concurrents de droite et du centre d'autant plus que les enjeux prioritaires en cette fin de mandat sont plutôt des thématiques favorables aux partis situés à droite de l'échiquier politique (sécurité, finances). Les élus de droite et du centre auraient toutefois tort de se gargariser à la vue d'une étude qui montre la fragilité des maires de gauche - notamment ceux qui achèvent leur premier mandat - car ils ne doivent pas oublier que la sociologie électorale des villes-centres des métropoles leur est globalement défavorable et qu'une « nationalisation du scrutin » leur serait préjudiciable si, d'ici-là, la couleur du gouvernement est toujours la même que celle de leurs candidats.

François Kraus, directeur du pôle « Politique/Actualités »

Contact : 06 61 00 37 76 – francois.kraus@ifop.com

Etude Ifop pour Politicæ réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 31 octobre au 1er novembre auprès d'un échantillon national représentatif de 2002 personnes âgées de 18 ans et plus.

Présentation de Politicæ

Politicæ est la plateforme web de référence pour toutes les questions de campagne électorale et d'élection. C'est un collectif non partisan de maires et de citoyens engagés pour l'avenir des collectivités. Politicæ a été créé par Antoine VALENTIN, maire de Saint-Jeoire-en-Faucigny et Raphael COGNET, maire de Mantes-la-Jolie. Ses fondateurs sont persuadés qu'il est possible de changer la France par le bas, via les mandats locaux, en particulier celui de maire. La plateforme vise à favoriser le renouvellement démocratique et une meilleure compréhension des Français des enjeux municipaux.

Politicæ souhaite aider les citoyens à gagner les élections municipales et à devenir élus de la République, en leur proposant une offre variée de contenus (guide de campagne, articles, formations en ligne, séminaires).
" Devenir candidat s'apprend, devenir maire se prépare avec Politicæ "